

RAPPORT DU B.N.

des 24 et 25 Septembre 1999

Rédaction: Silvère MAGNON

I) Nous sommes dans une situation de rentrée sociale dynamique. Depuis le début du mois de septembre, le ton monte fort, et de toute part.

Tout d'abord avec les lycéens, où on assiste à un début de mouvement dans le Sud. De nombreux lycées sont en mouvement à Toulouse, Marseille, Montpellier, Valence, Périgueux et en Dordogne. Leurs revendications montent sur les problèmes de moyens et contre les emplois du temps surchargés.

Montent fortement également les initiatives et revendications autour de la question de l'emploi, auxquelles nous sommes ou nous proposons d'être partie prenante.

Tout d'abord, un collectif unitaire à l'initiative de la JOC, s'est structuré sur la base du débat des 35H, pour une réelle prise en compte de la spécificité des jeunes face au chômage et la précarité. Ce collectif regroupe 13 organisations de jeunesse : JOC, UNEF, UNEF-ID, JC, Réussir en Seine-St-Denis, MJS, Chiche, CCJ-CGT, CGC, Commission Jeune du PCF, UNL...

Une lettre ouverte a été adressée à Martine AUBRY, avec une demande de rendez-vous. Ainsi, la commission sera reçue le 28 septembre par AUBRY, et le 8 octobre par M.-G. BUFFET. Ce collectif a fait du bruit. C'est le seul, hormis les confédérations, qui sera reçu par le Ministère avant le vote de la loi. Il a de plus, reçu un bon écho dans la presse. Les organisations signataires s'étaient déjà battues ensemble contre le CIP, contre les stages diplômants. Aujourd'hui, elles travaillent en propositions pour lutter contre la précarité. Initiative à souligner dans la période.

Ensuite, une manifestation sur l'emploi à l'appel de la CGT est prévue pour le 4 octobre, afin de répondre au MEDEF qui organise une manifestation d'opposition à la RTT.

Il y a également la manifestation à l'appel du PCF contre le chômage. Cette manifestation aura lieu le 16 octobre. Les premiers signataires sont pour les mouvements politiques : PCF, MDC, Alternatifs, Verts, LCR, LO, JC, UEC. Les signataires du mouvement social : Femmes solidaires, CADAC, Fédération Internationale, SOS-Racisme, APEIS, MRAP, JOC, UNEF si on le décide, UNEF-ID à confirmer. Doivent donner leur réponse : AC, MNCP, Droits devant et toutes les confédérations : FSU, CGT, SUD, FEN, Groupe des 10.

Cette manifestation est vue comme étant le prolongement des revendications des partis politiques et du mouvement social, pour faire entendre les revendications et interpeller le gouvernement sur les choix politiques de rentrée. Le mot d'ordre commun est : « en finir avec le chômage et la précarité ». Dans la volonté de l'UNEF à développer nos actions et revendications autour de la question de l'insertion professionnelle, des stages en entreprise, précarité des petits boulots étudiants etc, je pense que nous avons toute notre place dans ces deux manifestations.

La rentrée universitaire est complètement en lien avec la rentrée sociale. Que ce soit sur la question de vie des étudiants, de moyens supplémentaires pour étudier, les étudiants ont leur mot à dire dans les débats d'aujourd'hui. D'autant plus que cette rentrée est marquée par les questions budgétaires.

De nombreuses facs ont des difficultés pour rouvrir leurs portes, comme à P8, P3, P7, Strasbourg, où le conseil d'administration a décidé de repousser la rentrée par manque de moyens. On a appris aujourd'hui que les UFR ont tout de même décidé de reprendre les cours. Des problèmes à Nantes persistent sur la filière histoire de l'art, le sos-inscription de l'UNEF a obligé les universités à inscrire des milliers de bacheliers mais n'est toujours pas terminé dans de nombreux endroits.

Face à cette situation, l'annonce du budget pour l'enseignement supérieur n'est pas à la hauteur. En augmentation de 2,6 % (contre 5,6 % l'an dernier), il comprend le plan U3M et le PSE. On est bien loin des effets d'annonces de C. Allègre avant les vacances sur l'aide sociale et la création de nouveaux locaux. Pendant ce temps, de l'argent public est utilisé pour financer des pôles privées, et DSK annonce 60 milliards d'excédents budgétaires. On le voit, ce budget pour l'enseignement supérieur n'est pas ambitieux.

Maintenant c'est à nous d'imposer nos exigences, à nous d'être à l'initiative : pourquoi ne pas lancer un appel commun des organisations étudiantes, s'adressant aux acteurs de l'éducation, pour créer une véritable mobilisation et peser sur les choix budgétaires ? La FSU se dit déjà prête à relayer un tel appel. Si nous le décidons, il va falloir être à l'initiative et le rédiger très vite. Pour cela, il faut qu'une équipe du BN soit à sa rédaction. Nous pouvons faire la proposition d'une journée nationale d'action de l'UNEF le 21 octobre et d'une manifestation unitaire le 30.

Pour la journée d'action du 21, on peut inscrire un grand nombre de batailles ou d'initiatives, comme des AG en cités-U, la signature de pétitions, des rassemblements aux rectorats ou administrations universitaires, des débats, conférences de presse sur les parvis de facs privées, des opérations RU gratuit ou bus gratuits...qui peuvent nous permettre de chiffrer un budget de rentrée à la hauteur.

Nous pouvons accompagner ces initiatives d'un tract de rentrée et d'une pétition nationale, à déposer à l'Assemblée Nationale. Dans ce cadre, il faudrait remonter rapidement les pétitions sur les moyens budgétaires signées pendant les chaînes.

C'est la responsabilité de l'UNEF d'aller dans les filières, les amphis, les TD pour amener le débat auprès des étudiants et recenser les manques.

Des batailles fortes ont été lancées durant les chaînes dans le cadre du réengagement financier de l'Etat, comme la suppression des frais illicites à Nice ou Orsay par exemple, ou le sos-inscription. A nous de les populariser et de les mener jusqu'au bout.

Cette rentrée est marquée par la question de l'aide sociale. Claude Allègre a multiplié les annonces l'année dernière, concernant le PSE. Mais comment se traduit-t-il dans les faits ? Lorsqu'on voit que le budget n'est pas à la hauteur des attentes, nous avons besoin d'être très vigilants sur sa mise en place (comme la commission d'allocation d'études par exemple...) et de continuer à recenser plus que jamais les étudiants qui se trouvent en difficulté financière, pour tenir le sos-aide sociale. A nous de rendre incontournable un certain nombre de revendications, comme l'embauche d'assistantes sociales avec un véritable pouvoir d'intervention, le doublement du nombre et du montant des bourses...

Cette année sera celle où les étudiants auront à choisir leurs représentants aux CROUS. Profitons de cette occasion pour faire monter la sauce dès la rentrée sur cette question, en prenant rendez-vous aux CROUS et gagner plus d'aides sociales, d'allocations d'études (7000 seulement pour l'instant), et de meilleures conditions de vie. Mais pour cela, nous avons besoin de rendre nos initiatives publiques afin d'y impliquer le plus d'étudiants. Certaines de ces actions peuvent s'inscrire dans la journée nationale d'action.

Je voudrais développer particulièrement le problème des cités-U, il va y avoir d'ici peu les élections dans les conseils de résidence.

Nous connaissons les problèmes généraux des cités-U. L'hygiène, la sécurité, l'infirmerie, les assistantes sociales en nombre suffisant ne sont pas assurés. Les résidents sont souvent des étudiants qui rencontrent d'énormes difficultés financières. Dans ce cadre, les élections vont être un moment fort de la rentrée, et doivent être pris comme un moment de lutte à part entière. Pour cela, nous devons donner les moyens aux résidents de s'exprimer, d'engager des batailles. Nous avons également besoin que l'UNEF réinvestisse le terrain des cités-U. Pour tout cela, n'avons nous pas besoin de travailler avec les associations de résidents, avec tous ceux qui veulent améliorer les conditions de vie en cités-U ?

La préparation des élections en conseils de résidence est à commencer rapidement. L'an dernier, nous avons participé à peu de dépôts de listes. Le travail du BN va être important durant cette période, par le biais des suivis, pour donner aux AGE plus de détails sur le dépôt de listes, leur donner des éléments sur la campagne à mener. Ces élections s'inscrivent dans notre activité dès la première quinzaine d'octobre. Nous avons besoin de chiffrer les besoins et de l'inscrire dans nos luttes pour l'augmentation du budget. C'est dès maintenant qu'il faut préparer les plannings de portes à portes, de diffusion de tracts, de réunions publiques pour que les résidents s'expriment et vivent ces élections non comme une délégation de pouvoir, mais comme un élément du rapport de force et de la mobilisation pour gagner de meilleures conditions de vie. L'objectif est de déposer partout où on peut. Pour cela, nous avons besoin de mettre en place un collectif d'animation, en sachant que Rennes travaille déjà à un matériel pour aider les AGE à préparer ces élections.

II) Avec tous ces axes d'interventions, ces champs de batailles, c'est bien une rentrée offensive que nous voulons effectuer. Pour cela, la recherche de l'efficacité du plus grand nombre, construire un rapport de force pour gagner, être attentif aux préoccupations des étudiants, voilà ce qui a amené à la démarche de rassemblement que nous avons proposé lors de notre dernier congrès. Nous sommes partis du faible taux de syndicalisation chez les étudiants, de la division du mouvement étudiant et de la défiance vis-à-vis des organisations, pour lancer un appel à dépasser l'unité d'action ponctuelle, pour travailler à la création d'une nouvelle structure étudiante, dans un syndicalisme rénové et offensif. Pour cela, nous avons fixé des échéanciers, notamment avec les assises de décembre. Nous avons maintenant besoin de bien préparer ce rendez-vous en amont, afin d'en faire un événement dans le milieu étudiant, et bien entendu, associer les étudiants à la démarche.

De nombreuses batailles s'inscrivent dans cette préparation : la journée d'action nationale sur le budget, les élections des conseils de résidence, les manifestations contre le chômage et la précarité...

Je l'ai dit tout à l'heure, la rentrée universitaire est placée sous le signe de l'aide sociale. Nous avons commencé à mettre en place le dispositif sos-aides sociales, d'autres organisations étudiantes comme l'UNEF-ID, ont également décidé d'en faire une priorité. Pourquoi ne pas conjuguer nos efforts, dans un souci d'efficacité ? Lors du dernier BN, nous avons fait la proposition de mettre en place des collectifs locaux unitaires.

Pourquoi ne pas proposer que la bataille du sos-aide sociale, que des revendications sur l'aide sociale soient lancées par ces collectifs locaux ? Besoin de les lancer très vite, dans l'urgence, sur nos problèmes de rentrée.

Pour cela, nous devons proposer des batailles concrètes. Conjugons notre volonté d'aider tous les étudiants dans le besoin, d'obtenir des avancées durables pour une meilleure justice sociale, avec le fait d'oeuvrer ensemble, de travailler ensemble, organisations et étudiants, afin de mieux nous défendre. Les collectifs locaux peuvent décider de travailler en commun à un dispositif sos-aides sociales très vite.

Aujourd'hui c'est bien aux étudiants qu'il faut s'adresser, leur faire part de nos propositions, faire qu'ils soient acteurs à l'université. A nous d'animer le débat public autour de la question du rassemblement étudiant. De nombreux débats sur l'enseignement supérieur se discutent actuellement, par exemple U3M. Les étudiants doivent intervenir dans ces débats, afin de construire un rapport de force majoritaire. Or les organisations étudiantes ne permettent pas cette prise de décision du plus grand nombre d'étudiants. Besoin d'avoir le débat là dessus. Sur quoi les étudiants ont envie de s'investir, quel outil pour y parvenir ? L'objectif des assises est de toucher les étudiants, ce n'est pas un débat de spécialistes entre les seules organisations.

Pour lancer le débat, nous proposons de sortir un nouveau campus en octobre, permettant d'ouvrir la discussion.

L'objectif est de s'attaquer à de grands chantiers, sur les objectifs de l'enseignement supérieur, la place de certaines formations (débat à la fête de l'humain), quelle place pour l'esprit critique, la culture (P8 festival), comment consulter les étudiants ? Quel outil pour répondre aux enjeux de syndicalisation, de citoyenneté étudiante ?

Les étudiants ont réussi à imposer des idées majoritaires à l'université (pas de sélections...). Les syndicats arrivent à faire signer des milliers de pétitions sur des sujets précis, à faire que de nombreux étudiants s'expriment, mais on n'arrive pas à aller au delà, comment faire perdurer ce premier engagement ? Besoin de pousser la réflexion avec les autres organisations. Dans ce but, nous proposons que le BN rencontre les autres organisations nationales dans les prochains jours : l'UNEF-ID, la FAGE, SUD Etudiants, Coordination des étudiants en STAPS... Besoin d'avoir cette réflexion, et en premier lieu dans notre organisation.

III) Notre organisation doit s'emparer du débat. Permettre l'expression de tous nos adhérents est le meilleur moyen de construire ensemble le syndicalisme que nous voulons.

Donner la parole à tous les adhérents va demander une animation importante de la part des responsables d'AGE pour recontacter tous les adhérents, ceux qui ont adhéré sur les chaînes et les adhérents de l'année dernière.

Quel débat on lance ? Rappel que les assises sont à l'initiative de l'UNEF, elles ont été lancées lors de son 79ème congrès. Nous sommes partis du constat que seulement 3 % des étudiants sont organisés et 13 % participent aux élections universitaires, que nous avons besoin de combler le fossé qui s'est creusé entre les étudiants et leurs organisations, trop perçues comme loin des préoccupations étudiantes. La division du mouvement étudiant, et son éclatement en multiples structures donne une image de querelles de chapelles. D'où la nécessité de renforcer le « tous ensemble ». Comment faire de la diversité et de la multiplicité des associations, une richesse plutôt qu'un facteur de division.

Mettre en commun les idées, les expériences pour mieux se mettre au service des étudiants. C'est cette réflexion qui nous a amené à formuler l'idée de la création d'un nouveau syndicalisme citoyen uni et rassembleur. D'où les décisions de tenir des tables rondes locales en juin/juillet, la mise en place de collectifs locaux unitaires, et de tenir au mois de décembre les assises du mouvement étudiant.

C'est bien de cette réflexion que nous devons partir aujourd'hui, et non des réflexions de l'UNEF-ID. Je le dis tel quel parce qu'il me semble qu'il ne faut pas l'oublier. Dans la préparation des assises, ne prenons pas de raccourcis. Ayons le débat de fond sur ce que nous voulons, sans mettre le préalable car de toute façon, tout est tranché.

La seule certitude que nous ayons est que nous avons envie de faire du neuf. Nous avons besoin de beaucoup discuter avec les responsables d'AG, faire nos suivis régulièrement par téléphone, et d'y descendre au moins une fois avant la conférence. Cette conférence, nous l'avons décidée lors de notre précédent BN, nous devons maintenant plus affiner son contenu : située à un carrefour entre le stage national et le collectif national, son but est d'amener la réflexion et la discussion sur un certain nombre de thèmes, de manière plus large qu'avec les seuls membres du CN. Affiner nos propositions sur différents secteurs appelés à jouer un rôle important dans la période (insertion professionnelle, A.S...), ainsi qu'ouvrir un large débat sur la préparation des assises et le rassemblement étudiant, débat en continuité avec les décisions du congrès.

Pour cela, nous avons besoin de nous fixer des objectifs quant à la participation, doivent venir les présidents, secrétaires à l'orga, trésoriers, élus aux CROUS, responsables de filière, de manière plus générale, le plus possible d'adhérents. Commencer dès à présent à collecter pour permettre au plus grand nombre de participer à la conférence (prendre en compte l'hébergement et la nourriture).

Beaucoup d'AGE ou de camarades ont des propositions à faire sur ce débat, ont des questions, des doutes...Permettons que le débat à la conférence soit riche, en se donnant les moyens de s'assurer une large participation. Nous-mêmes, allons-y avec ce qu'on pense, faisons de ce débat un moment riche, qui nous permette d'avancer ensemble.

Dans la même démarche, une consultation nationale a été proposée lors du dernier BN. Cette consultation a pour but de s'adresser à l'ensemble de nos adhérents, d'une part pour les informer s'ils ne le sont pas encore de la démarche entreprise par l'UNEF, et d'autre part de leur demander leur avis sur la nécessité de construire une nouvelle organisation en décembre, sur quelles bases elle doit se construire et de quelle manière pourrait-on assurer en son sein la démocratie, la place et l'apport de chacun dans cette structure, afin que chacun se sente propriétaire de son organisation.

Comme je le disais, un gros travail d'animation pour recontacter toute l'organisation est à entreprendre pour informer des axes de batailles, faire que les AGE prennent la rentrée de manière offensive. (une VDA va partir, redonnant les initiatives des chaînes). La bataille orga va être déterminante pour cela.

Mettre nos adhérents dans la bataille veut dire tout d'abord rappeler les adhérents de l'année dernière, voir avec eux, s'ils ont des problèmes pour la rentrée, leur parler de nos initiatives et leur proposer de reprendre leur carte à l'UNEF.

L'année dernière, beaucoup d'AGE n'ont pas fait la remise de carte, ou de manière partielle. Un de arguments était de dire qu'il était trop tard pour les rappeler (janvier/février). Aussi, c'est dès maintenant qu'il faut l'effectuer, association par association. Cela nous permettra d'avoir plus de poids dans nos batailles.

De même, de nombreuses adhésions ont été effectuées pendant les chaînes. Ne laissons pas ces adhérents au placard, rappelons les dès maintenant pour leur proposer de participer à notre activité, notamment le sos-inscription. Ayons le souci du renforcement pour chacune de nos initiatives.

Une des premières initiative que nous pouvons leur proposer est de venir aux réunions de prérentrée.

Dans le cadre des batailles et échéances énoncées dans la rapport, les réunions de prérentrée s'annoncent comme étant la lampe de lancement de notre activité. Décider de batailles de filières pour chiffrer les besoins, préparer les élections en cité-U, recenser les problèmes d'aide sociale, faire en sorte que les nouveaux adhérents ou les étudiants qui y participent aient envie de se mobiliser sur ce qui les intéresse, voilà l'enjeu de ces réunions. Essayons de leur donner un cadre sympa et attrayant (avec apéro...), d'être à l'écoute des idées originales. Mais pour une rentrée universitaire offensive, nous avons besoin de faire venir du monde aux réunions de prérentrée, convier tous ceux qui s'y sont inscrits plus nos adhérents de cette année et de l'année dernière, rappels téléphoniques, affichage dans la fac...

Enfin, réfléchissons à la meilleure façon de donner envie à nos adhérents de s'exprimer. Je prendrais pour exemple P8, qui en organisant un festival sur la culture, et en rappelant ses adhérents à ce sujet, a donné envie à de nombreux étudiants de s'impliquer dans le projet, alors qu'on n'avait jamais réussi à les faire venir à une réunion jusque là.

Soyons inventifs pour que chaque adhérent trouve sa place à l'UNEF, que chacun se sente propriétaire de son syndicat.

